

Le Front Populaire

Mythe et Réalités

Par André CALVES

I. Leçons de l'Histoire.

On peut déduire par logique et mathématiques que telle tactique est juste ou fausse.

Mais on peut le déduire aussi si l'on sait que dans le passé la tactique en question a produit tel ou tel résultat. L'histoire est donc utile et nécessaire. Un militant ouvrier sérieux l'étudie. Si Lénine et d'autres n'avaient pas minutieusement recherché les causes de l'échec de la Commune de Paris, il est probable que la Révolution d'Octobre n'aurait pu avoir lieu.

Réciproquement, on est en droit de dire qu'un parti ouvrier dans lequel les dirigeants ne poussent pas les militants à étudier est un parti qui se prépare volontairement aux futures défaites. Nous devons fuir comme la peste un chimiste qui nous invite à mélanger trente-six produits dangereux tout en fermant les livres écrits sur la question.

II. Sur quels points de l'actualité l'histoire de 1936 est elle utile aujourd'hui ?

Elle nous permet d'avoir une bonne boussole quand il faut choisir une attitude face aux problèmes d'un gouvernement de demain. Avant de lire tel ou tel projet de programme, méditons sur 1936.

Elle nous est très utile quand nous entendons dire « telle grève est politique, telle grève est purement revendicative ».

Elle nous aide à comprendre ce qu'est vraiment un État.

Enfin, elle nous oblige à nous souvenir que toute action accomplie dans un lieu quelconque a des répercussions partout. Si, hélas, l'internationalisme ouvrier est aujourd'hui plus faible qu'à cette époque, l'internationalisme des bourgeois est beaucoup plus fort.

III. Le fond du décor

En 1936, le monde n'est pas sorti de la crise qui a suivi la première guerre mondiale. En Allemagne et en Italie, le prolétariat a été écrasé et la bourgeoisie se prépare pour un nouveau partage du monde.

En Angleterre et en France, la bourgeoisie repue se paie le luxe de jouer le pacifisme et la démocratie. Ce sont naturellement des vertus qu'elle oublie dans ses empires coloniaux.

Ceci dit, il y a crise permanente en France. Les chômeurs sont nombreux, les soupes populaires existent dans tous les quartiers de Paris et d'ailleurs. Pour le plus petit emploi, deux cents personnes font la queue dès l'aube.

IV. Les partis et les hommes

La grande bourgeoisie ne peut gouverner sans s'appuyer sur le parti qui influence la très nombreuse petite bourgeoisie française de l'époque. Des millions de petites gens, boutiquiers, paysans, retraités, votent pour le parti radical, mais les dirigeants de ce parti mènent toujours la politique qui convient le mieux aux grands possédants.

Ce parti fut celui de la bourgeoisie «laïque» de 1905, le parti de la « séparation de l'Église et de l'État ». Il a influencé bien des éléments populaires par ses attaques contre la réaction monarchique en France. Mais il fut en même temps le parti des guerres coloniales.

Depuis 1918, il est aussi le parti des compromis pourris et des scandales retentissants. On dit que tel les « radis » sont rouges dehors et blancs dedans. En tout cas, ce parti est dans tous les gouvernements : dans celui

du «Bloc National» et de la chambre «bleu horizon» qui dénonce le communisme comme la peste, puis dans le «bloc des gauches» avec les socialistes. Après dix scandales et cent répressions anti-ouvrières, nous allons bientôt le retrouver... dans le gouvernement de Front Populaire.

Ses leaders principaux sont Herriot, belle figure de républicain «ami du peuple» à Lyon, serviteur du capital partout de Dunkerque à Tamanrasset ; Daladier qui sera le Topaze et le fripouillard de 1930, le fusilleur de 1934, puis... le camarade de 1936 avant de redevenir l'emprisonneur d'ouvriers de 1939.

Les partis de la droite avancée

Depuis la crise et l'exemple allemand, les partis de droite se « fascisent ».

Depuis longtemps, une majorité de jeunes étudiants (et à l'époque, seuls les fils de la bourgeoisie sont étudiants) sert de troupes de choc aux Camelots du Roi et aux Jeunesses patriotes de Taittinger. A présent, la Ligue des Croix de Feu de De la Rocque grandit.

Ces fascistes correspondent à l'état de la bourgeoisie française, c'est à dire qu'ils sont bien loin d'avoir l'étoffe des nazis. Ils s'en défendent d'ailleurs.

Contre Hitler et Staline

Groupons-nous et demain

La grande paix latine

Sera le genre humain.

Mais voici que naissent des groupes fascistes plus dangereux. En particulier celui de Doriot qui, d'origine plus populaire, peut mieux tromper le peuple et employer un langage susceptible d'être écouté par des hommes lassés d'un long chômage.

Les partis de gauche :

Le parti socialiste SFIO est le plus fort numériquement. Il influence les plus grands secteurs ouvriers. Il peut réunir des centaines de milliers de Parisiens pour un défilé. Il bénéficie du vieux prestige des Guesde et des Jaurès. Il chante encore très bien l'Internationale et ses Jeunesses Socialistes (exclues d'ailleurs périodiquement) sont le fer de lance de la gauche contre les bandes fascistes.

La direction SFIO chante toutefois autre chose que *l'Internationale* dans les coulisses des congrès. N'oublions pas qu'elle est d'une deuxième Internationale dont un des leaders, Ebert, a dit «Je hais la révolution comme le péché». La SFIO veut le socialisme, mais sa direction n'est pas pressée. L'étude théorique ne l'étouffe pas et si elle se réfère à Guesde, il ne s'agit pas du marxiste d'avant 1914, mais du ministre de 1915. Certes, elle pourfend la bourgeoisie et le militarisme, mais le leader SFIO Blum n'a pas caché que son parti « a toujours voté contre les crédits de guerre » ... sauf quand son vote aurait pu les empêcher de passer ! En 1934, devant la tentative fasciste de coup d'État, lorsque Thorez dira au Parlement que la rue doit être aux ouvriers, Blum comptera beaucoup sur le *républicanisme* de la police.

Le parti socialiste SFIO est le parti de la voie parlementaire pour aller au socialisme. Il s'est bien gardé de se demander pourquoi le parti frère en Allemagne ne fit jamais le socialisme alors qu'il fut officiellement au pouvoir pendant des années. Mais comment un tel parti tirerait-il des leçons alors que son leader Blum écrivait à la veille de la prise du pouvoir par Hitler, que ce dernier était fini parce que l'armée «républicaine» et la police social-démocrate barreraient le chemin aux fascistes.

Comment un tel parti peut-il influencer encore tant d'ouvriers ? D'abord il influence surtout ceux qui ont un travail assez stable et pour lesquels il a pu obtenir quelques miettes d'un capitalisme repu. Ensuite, le niveau politique est très très bas. Les ouvriers suivent la SFIO, mais ne participent pas beaucoup à la vie de cette organisation qui est animée par un fort groupe de notables «de gauche». Certains d'entre eux ont pu être ouvriers... mais jadis.

Et voici pour la petite histoire, qui parfois éclaire bien la grande :

En août 1935, le président du conseil Laval, revenu depuis peu de Moscou, crut possible de décider une

mesure maladroite que les bourgeois d'aujourd'hui ont réalisée plus habilement. Il décréta une diminution des salaires de 10 %. Ce fut l'explosion dans les arsenaux de l'État. Les ouvriers de Brest se battirent une semaine entière contre les gardes mobiles et l'infanterie coloniale. Plusieurs ouvriers furent tués, de nombreux furent blessés. Un des ouvriers tués avait arraché le drapeau tricolore du mur de la préfecture maritime et planté le drapeau rouge. Les autorités bourgeoises durent faire donner la marine. Et les vieux ouvriers brestois se souviennent des camions de marins armés et casqués qui se présentaient devant l'arsenal. Les marins entonnaient l'Internationale. Les camions faisaient demi-tour en direction de la prison de Pontaniou. Pas un matelot ne tira sur les ouvriers.

La SFIO de Brest, extrêmement majoritaire, était débordée par les Anars et par le PC. Le dirigeant du PC à Brest, Vallière, fit l'impossible pour que la direction nationale du Parti étende le mouvement très vite à tous les arsenaux et ailleurs. Devant les attermolements, il rua dans les brancards jusqu'à en devenir gênant. Peu de temps après, il fut exclu ... pour trésorerie irrégulière. Vallière était aussi dans le conseil d'administration de la Maison du Peuple. La direction du PCF essaya de le vider de ce poste pour que la démonstration soit parfaite. Mais les anars, qui avaient la majorité, répondirent : « Étalez votre dossier clairement. Si Vallière est malhonnête, il sera exclu. Mais si votre dossier est foireux, nous en tirerons les conséquences publiquement ». La direction du PCF n'insista pas. La triste vérité oblige à dire que Vallière ne comprit pas, pendant de longues années, le rapport qui pouvait exister entre la campagne d'infamie dirigée contre lui et la visite de Monsieur Laval à Moscou.

Léon Blum, arrêté sous le régime de Vichy, fut jugé par la cour de Riom et accusé d'avoir mal préparé l'État français à la guerre qui venait. Il fut accusé d'avoir, sinon voulu la révolution, du moins d'avoir été faible devant les masses révolutionnaires. Blum se défendit en « bon gérant » de la société capitaliste et expliqua aux juges de Riom que la situation était difficile en juin 1936. Il lui avait été pratiquement impossible de faire intervenir les gardes mobiles contre les occupations d'usines. Il précisa que le patronat s'était bien gardé de lui demander une telle intervention et il conclut que sans lui, Blum, il y aurait eu la révolution en 1936.

On peut trouver un précédent à cette ignoble attitude : en 1925, un tribunal bourgeois allemand demanda à Ebert, président de la République allemande, des comptes sur son attitude en 1918. Ebert tint un langage identique à celui de Blum : s'il n'avait plus chanté l'Internationale devant les ouvriers, s'il n'avait pas salué le prolétariat révolté, s'il n'avait pas cherché à prendre la direction du mouvement, il lui aurait été impossible de neutraliser les Spartakistes (les gauchistes d'alors) et de casser le mouvement révolutionnaire pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

La SFIO a cru bon de publier en brochure élogieuse le discours de défense de Blum à Riom... C'est tout dire sur le parti socialiste d'hier et on l'avait échappée belle ! Rappelons que François Billoux, dirigeant du PCF, détenu sous Vichy, écrivit une lettre très respectueuse à Pétain en lui demandant la permission de témoigner à Riom... contre Blum. Mais, attention, pas contre le Blum contre-révolutionnaire, mais contre le Blum fauteur de guerre ! Par malchance - ou chance pour Billoux - la cour bourgeoise de Riom, à la grande colère de Déat et de Laval, voulait juger Blum non comme belliciste, mais comme mauvais organisateur de la guerre. Et Billoux ne fut pas admis à Riom.

Le parti communiste

Il a suivi l'évolution de l'URSS. En route il a perdu beaucoup de troupes et ne dispose que de 14 députés en 1935. La période ultra-gauche de Staline, l'époque où la révolution était imminente tous les huit jours a découragé les gars qui en avaient marre de se faire licencier ou de figurer sur le carnet rouge des patrons pour faits de grève (grèves suivies par un ouvrier sur cent). Mais cette époque a permis de sélectionner une équipe de jeunes fidèles à toute épreuve à Moscou, peu aptes à réfléchir sur l'évolution de l'URSS, mais capables d'aller en prison ou de descendre dans la rue

D'ailleurs, jusqu'en 1935, bien des choses mystérieuses peuvent changer à Moscou, la ligne ne change pas en France : « Feu sur le curé » (et la ligue des *Travailleurs sans dieu* dépend du PCF), « Feu sur le militarisme » (et la chronique des *Gueules de vaches* figure en bonne place chaque jour dans *L'Humanité*),

« Feu sur le flic de la bourgeoisie » (et les heurts avec morts sont fréquents entre flics et militants), « Feu sur le socialiste SFIO, le social fasciste ».

Dans les années 30, un responsable des JC ira jusqu'à écrire : « Tardieu c'est le fascisme, Blum ce serait le super fascisme ». Jusqu'en 1935 le PCF défilera en scandant : « Des soviets partout ! ».

Pendant toute cette période, les quelques rares militants qui s'efforcent de comprendre ce qui se passe en URSS, ce que signifie le combat de l'opposition de gauche soviétique, sont tout à fait isolés. Apparemment, en France, rien n'a changé dans la ligne du PCF. Tous les mois, sinon toutes les semaines, un nouveau danger semble menacer l'URSS. Moscou dénonce les projets d'agression de Chamberlain et de tous les ministres de France et d'Angleterre successivement. Cela contribua à souder les militants. On sait aujourd'hui qu'il fallait autre chose que les démocraties bourgeoises occidentales pour représenter un réel danger à l'égard de l'URSS. Mais on sait aussi que la collectivisation forcée de 1930 qui mit l'URSS à deux doigts de la catastrophe contribuait à rendre l'appareil stalinien craintif à l'égard du moindre danger extérieur.

Si rien ne semble avoir changé dans la ligne du PCF qui attire toujours les meilleurs révolutionnaires, par contre la direction n'est plus qu'un appareil entièrement soumis à Staline. On le verra en 1935 virer à 180 degrés et bafouer cyniquement tout ce qu'il disait être sa bible.

Avec quelques années de retard, Staline réalise que la prise du pouvoir par Hitler représente un grand danger pour l'URSS. Il cherche donc à conclure des accords avec les bourgeois occidentaux. En 1935, Pierre Laval se rend à Moscou et signe le pacte franco-soviétique. Aujourd'hui encore on cherche vainement en quoi ce pacte engagea la bourgeoisie française et gêna réellement Hitler. Par contre, ce qui fut très concret c'est le ralliement des PC occidentaux à la « défense nationale » en régime capitaliste.

Staline avait déclaré reconnaître à la France « la nécessité d'avoir une armée à la hauteur de sa sécurité ». Inutile de dire qu'il avait fait cette sensationnelle déclaration sans attendre un quelconque congrès de l'Internationale Communiste. Mais après tout, Staline agissait en tant que chef d'État. C'est ce qu'essaya de soutenir Vaillant-Couturier qui, très gêné, dans *L'Humanité*, prétendit que la ligne de l'Internationale ne changerait pas.

En fait dans les mois qui suivirent tout l'ultra gauchisme fut effacé. La *chronique des Gueules de vaches* disparut de *L'Humanité*. On quitta l'erreur sectaire ... pour plonger dans l'erreur opportuniste et il ne fut plus question que « de faire passer le souffle républicain » dans l'armée. L'armée bourgeoise ? Non, l'armée républicaine.

On tendit la main aux catholiques et l'association des travailleurs sans dieu fut supprimée. Le Secours Rouge devint le Secours Populaire.

Les SFIO cessèrent d'être les sociaux fascistes. Fort bien ; et les bourgeois radicaux devinrent des « démocrates sincères ». Les vieux militants accueillirent tout cela comme une « tactique », mais les nouveaux adhérents portèrent très sérieusement l'emblème des Versaillais.

Thorez avait assez astucieusement spéculé sur la faible politisation du prolétariat français. Depuis la 1^{ère} guerre mondiale, les courants chauvins ou pacifistes intégraux se partageaient la classe ouvrière. Les courants libertaires avaient de l'audience et la presse pacifiste : *La Patrie Humaine*, *Plus jamais ça*, etc., était très diffusée. Devant le nazisme montant, le pacifisme bêlant se trouvait démuné de ressources. Il ne suffisait plus de crier « plus jamais ça ». Faute d'une organisation révolutionnaire conséquente, bien des pacifistes entonnèrent la Marseillaise comme les Jouhaux de 1914.

Tout de même, il faut encore se demander comment la direction du PCF put qualifier de « blanc » ce qu'elle appelait « noir » la veille, sans que tout le parti réagisse. A première vue, on aurait tendance à désespérer de l'intelligence humaine. Aussi, creusons un peu le problème et cherchons des explications :

Le prestige immense et tout frais de la Révolution d'Octobre agit toujours. Les informations arrivent avec un décalage. Les travailleurs français découvrent les *Marins de Cronstadt* et *Tchapaïev* ... alors qu'en URSS on en est loin déjà.

La haine persistante que la presse française voue à l'URSS et au PCF reste très vivace.

En dépit de la théorie du « social fascisme », les militants du PCF n'ont jamais considéré les militants SFIO

comme des Camelots du roi. Ils se réjouissent maintenant de l'unité d'action et ont tendance à penser que si elle ne s'est pas réalisée plus tôt ce fut seulement la faute de la direction SFIO.

Cette conclusion politique leur permettra demain de considérer l'alliance avec Daladier comme une alliance avec la petite bourgeoisie. Enfin, n'oublions pas que, si nombre de militants n'avaient pas tout cela, refusent d'entonner en chœur la *Marseillaise*, et cessent de militer, beaucoup de nouveaux éléments adhèrent au PCF devant la montée nazie. Bien des « sociaux patriotes », inorganisés jusqu'alors, vont vers un PCF qui déploie d'un seul coup plus de drapeaux tricolores que la SFIO n'en a jamais hissés.

Les vieux militants voient le parti faire un bond numérique. Ils se souviennent que le parti stagnait tant qu'il avait une politique ultra-gauche qu'ils croyaient léniniste. Ils estiment que le bond en avant vaut bien quelques concessions. Ils reviennent au parti ou restent sympathisants. Que faire d'autre ?

A la veille des événements de 1936, la « stabilité » française est en train de disparaître. La droite glisse doucement vers l'extrême droite et le parti de La Rocque se flatte de centaines de milliers d'adhérents avec des relations très solides dans l'armée et la marine. Les bourgeois craignent la volonté d'expansion de l'Allemagne nazie, mais admirent en même temps l'homme qui a écrasé les rouges. Beaucoup rêvent d'un Hitler français.

A gauche, glissement également. La crise économique sans issue, le danger de dictature, poussent beaucoup d'anciens socialistes vers le PCF et beaucoup de petits bourgeois vers la SFIO.

Le grand perdant est le parti radical compromis dans tous les scandales du régime. Aux élections de mai 1936, le PCF passe de 14 députés à 72, le PS se renforce au détriment des radicaux qui perdent des centaines de milliers d'électeurs.

Le congrès radical a lieu. La tendance de droite reproche à Daladier d'être entré dans le Front Populaire. Daladier réplique que c'est au contraire sa tactique qui a sauvé le parti radical.

« Demandez-vous où sont passés ces petits retraités et employés qui nous ont quittés ... Nous avons perdu 350 000 voix mais, sans le Front Populaire, nous en aurions perdu bien davantage. »

Dans un langage plus simple, Daladier aurait dit : « Nous étions le parti du scandale Oustrie et du scandale Stavisky. Nous étions le parti des fusilleurs de 1934, le parti de la *république des assassins d'ouvriers* (comme l'écrivait Vaillant-Couturier en 1934), le parti de l'immobilisme qui n'a pratiquement rien fait pour garantir la situation de son corps électoral. Les petits bourgeois ont tendance à nous quitter et glisser à gauche. C'est normal. Or voici que Blum et Thorez me redonnent une virginité en me promenant, bras dessus, bras dessous, de la Bastille à la Nation. En moi, le *Topaze* de 1934, ils font applaudir le représentant légitime des classes moyennes. Il est évident que nombre de petits bourgeois qui prêtaient l'oreille à Blum ou à Thorez vont se dire que ce Daladier vaut peut-être mieux que ce qu'on était en train de croire. C'est pourquoi je conçus que l'alliance proposée par les rouges est littéralement une bouée de sauvetage pour notre vieux parti bourgeois. »

Donc les élections de 1936 traduisent par un glissement vers les deux extrêmes. Avec l'appui radical, Blum est prêt à former un gouvernement. Le PCF l'appuiera mais n'y rentrera pas. Pourquoi ? Peut-être est-elle encore trop fraîche la phrase de Vaillant-Couturier : « Cette république bourgeoise ne change pas de visage selon que le ministère est plus ou moins teinté de rouge ». Il existe un programme pour le futur gouvernement, un programme très timide élaboré quelques mois plus tôt. Dans ce programme, pas question de fortes augmentations de salaires, ni de congés payés. Même pas question de nationalisations. Et ceci mérite réflexion : jadis Jouhaux et la CGT, puis le parti socialiste, avaient avancé un programme de nationalisations. Le PC et la CGTU montrèrent l'utopie et l'hypocrisie d'un tel projet qui prétendait constituer un pas vers le socialisme, sans révolution sociale, sans dictature du prolétariat. Le PC montra que certaines nationalisations peuvent très bien convenir aux capitalistes dans la mesure où l'État demeure bourgeois. Ainsi raisonnaient encore, et à juste titre, le PC et la CGT en 1934. Mais, au début de 1936, le projet SFIO fut rejeté... pour un motif diamétralement opposé : « Ne pas effrayer nos amis radicaux ».

Ainsi donc, le futur gouvernement de Front Populaire n'avait, dans ses bagages, rien qui pût inquiéter la bourgeoisie. Même les idées de Blum concernant la diminution du temps de travail, ne portaient pas de

considérations sur les longues semaines de labeur des ouvriers, mais simplement comme un moyen de diminuer le chômage et de relancer l'économie. Au même moment, aux USA, Roosevelt méditait de semblables projets dans son New Deal, sans être pour autant membre de la 2^{ème} Internationale. Enfin, faut-il dire que même ces timides perspectives n'auraient jamais vu le jour si, à Paris comme à Detroit, la classe ouvrière ne s'était levée.

Comme de coutume, le mouvement surprit les directions syndicales. D'une usine à l'autre, il fit tache d'huile, et pour la première fois à grande échelle les ouvriers occupèrent leurs lieux de travail.

Devant ce déferlement d'occupations d'usines, le gouvernement en place (qui avait encore officiellement un mois de vie) s'empressa de céder la place et il fut demandé à Blum de former immédiatement le nouveau gouvernement. L'attitude du gouvernement Blum est très instructive et d'une actualité éternelle. Blum ne souhaitait pas du tout ce mouvement ouvrier. Depuis ses déclarations au procès de Riom, nul ne peut en douter. Cependant, Blum ne pouvait s'opposer de front au mouvement : c'eût été se couper totalement de la masse des travailleurs et provoquer même une crise violente dans la SFIO. Blum bénéficiait d'un crédit usurpé. Il se trouvait à la tête d'un mouvement auquel il était foncièrement hostile, tout comme les dirigeants sociaux-démocrates allemands en 1918. Que fit Blum ? La part du feu. Il commença par saluer les ouvriers en grève ... en insistant bien sûr sur le caractère purement revendicatif de leur lutte, sur le calme et la dignité. La part du feu étant faite, il demanda aux millions d'autres salariés encore dans l'expectative de ... « faire confiance aux camarades ministres ».

Quelques jours plus tard, son ministre des Finances, Vincent Auriol, précise : « Le Front Populaire, ce n'est pas l'anarchie, c'est l'ordre ». Et, tant du côté gouvernemental que du côté patronal, on précipite les négociations afin de fixer les limites d'un mouvement qui cherchait sa voie.

Il cherchait sa voie. Que voulait-il : des réformes ou la révolution ? Question stupide, piège posé depuis toujours par les réactionnaires et les chefs ouvriers dégénérés. Nous savons que le peuple qui prit la Bastille était à ce moment encore royaliste à 90 %

Nous savons que la masse du peuple russe n'avait en 1917 qu'une très vague idée du socialisme.

Nous savons que les masses se soulèvent contre une situation qu'elles jugent intolérable. Quant à savoir si cette situation peut être liquidée sans changer le système économique ou si, au contraire, il faut le renverser, la grande masse ne peut le décider spontanément. Elle se réfère aux partis de classe qu'elle s'est donnée à travers des dizaines d'années. Ces partis sont la conscience du mouvement ouvrier. Si cette conscience est défaillante, le mouvement retombe jusqu'au jour où un nouveau parti est créé.

Une chose est certaine : en dépit des menteurs, le système bourgeois français ne pouvait accepter que contraint et forcé par crainte du pire la plupart des concessions qu'il dut lâcher. Celui qui en doute doit nous expliquer pourquoi aujourd'hui, 36 ans après, les directions syndicales ne réclament même pas les 40 heures « tout de suite ». Leur attitude présente prouve qu'elles réalisaient très bien l'impossibilité de défendre durablement les revendications de 1936 dans les cadres du système capitaliste. Elles mentirent donc aux ouvriers en soulignant le caractère « purement revendicatif » du mouvement et en laissant croire que les « camarades ministres » pourraient faire faire l'économie d'une nouvelle Révolution d'Octobre. Mais il ne s'agit pas seulement des désirs des ouvriers, il faut parler aussi de leurs actes. Ces actes étaient révolutionnaires. La propriété privée des capitalistes était violée par les occupants des usines. La presse bourgeoise le clamait bien fort. Blum en convint à Riom et expliqua que devant une telle situation il fallait faire le gros dos et ôter de la tête des ouvriers la conscience du fait qu'ils étaient déjà dans l'illégalité bourgeoise. Le grand patronat en fut conscient en 1936 : il visitait très poliment les usines occupées, accompagné par les piquets de grève et demandait aux travailleurs de « continuer ainsi jusqu'aux négociations, dans le calme ».

Les accords Matignon.

La grève s'étendait toujours. Début juin, on signalait même que 2000 ouvriers agricoles de Tremblay-lès-Gonesse se joignaient au mouvement. Il fallait traiter vite et ce serait cher. Contrairement à notre époque, il n'y avait aucune méfiance dans la classe ouvrière à l'égard des directions syndicales. Il y avait seulement méconnaissance. Les grandes masses qui s'éveillaient à la vie politique connaissaient les chefs politiques et syndicaux à travers les actions combatives d'avant-hier et à travers aussi la grande presse d'« information »

qui rabâchait chaque jour que Thorez et Cie n'avaient pas du tout renoncé à la révolution rouge. Ce crédit gênait fort les directions ouvrières. Il était déjà difficile d'expliquer les sinuosités de la politique aux militants. Il était encore plus difficile de l'expliquer dans de larges secteurs ouvriers où ne se trouvait aucun militant. A un patron qui s'étonnera de voir qu'en tel ou tel endroit les syndicalistes ne calment pas leurs camarades, Frachon répondra : « Là, il n'y a plus de syndicalistes, vous les avez chassés depuis des années ». Et c'est Frachon d'ailleurs qui rapporte la triste réplique du patron, baissant la tête et disant « nous avons eu tort ».

Il faudra lâcher beaucoup pour désamorcer le mouvement : non seulement les 40 heures, les congés payés, les droits syndicaux, mais, certains cas, comme celui des employés des grands magasins, des augmentations de salaires de 100 %. 100 % ! Si l'on avait dit, un mois auparavant, aux petites employées qu'elles pourraient recevoir une telle augmentation, elles auraient crié « au fou ! ». Et c'est vrai : avec 1000 ouvriers en grève, 20% seulement d'augmentation eussent été une folie utopique. Avec 100 000 grévistes, 50% d'augmentation pouvaient être un rêve caressé. Mais avec des millions d'hommes occupant les usines, 100 % étaient le prix payé pour éviter le règlement de compte définitif.

Au total, ce qui sera lâché n'était au départ prévu par personne, tant dans le camp ouvrier que patronal. Personne ne peut humainement dire que les ouvriers se sont battus pour cela précisément. Les acquis élevés de juin 1936 sont le produit d'un compromis entre directions qui regardent, les unes avec crainte, les autres avec perplexité, un gigantesque mouvement imprévu. Au porte-parole patronal qui dit « on n'a jamais vu de si importantes revendications », Frachon répond « avez-vous jamais vu un tel mouvement ? Cette phrase de Frachon est plus éloquente qu'il ne le soupçonnait sans doute.

Les accords sont signés. Pourtant le mouvement continue, en dépit des appels des « camarades ministres ». Une large avant-garde ouvrière ne regarde plus la SFIO mais le PCF. C'est donc lui qui jettera son poids dans la balance. Thorez déclare : « Il faut savoir terminer une grève », et parle des « revendications essentielles » qui ont été satisfaites et de la nécessité de ne pas fournir d'aliments aux « campagnes d'affolement de la réaction ».

Il va de soi que tant que la réaction est capable de « campagnes d'affolement », c'est que la « revendication essentielle » des prolétaires n'a pas été satisfaite.

Le mouvement reflue. Les travailleurs ont conscience d'une grande victoire. Mais une avant-garde entrevoit qu'une si grande victoire qui laisse intact le pouvoir capitaliste risque de se transformer en boomerang. Si on ne va pas assez loin aujourd'hui, on reculera beaucoup demain. A ceux-là, on explique qu'il ne s'agit que d'une « pause ». Le mot deviendra tristement célèbre.

A d'autres, comme Ferrat, membre du Comité Central du PCF, qui ose critiquer Thorez, on répond par une campagne d'insultes dans *L'Humanité* : « Ferrat ne fut-il pas membre du groupe Barbé-Célor ? ». Pas plus que Raymond Guyot, mais qu'importe ! Et qui est chargé de salir dans l'*Huma* le « gauchiste » Ferrat ? Quel est le bon policier stalinien qui accomplit cette besogne ? Marcel Gitton bien entendu.¹

Il reste une toute petite poignée de militants qui ne tombent dans aucun panneau. Contre ceux-là, la police agira directement en perquisitionnant dans le local trotskyste le lendemain du jour où Blum vient de donner des gages et de rassurer le Sénat réactionnaire. Le *socialiste* dit à l'Assemblée réactionnaire : « Tout rentre dans l'ordre », et pour l'un comme pour l'autre, l'« ordre » a le même sens. Éloquent !

Le mouvement de 1936 est mort. On l'ignore dans le pays. Pour la première fois, des centaines de milliers d'ouvriers partent en vacances. Les Auberges de la Jeunesse reçoivent une impulsion énorme. On chante *l'Internationale* sur toutes les routes de France.

Pour la première fois sans doute, bien des patrons ne partent pas en vacances et mijotent la revanche. Après tout, le système capitaliste sort intact de la crise. Maintenant, tout est affaire d'évasion de capitaux ; de dévaluations, d'impératifs économiques. Tout est affaire de rouages astucieux dont seuls les capitalistes tiennent le moteur. On va expliquer toutes les entorses aux lois sociales au nom de raisons objectives. Et

¹ Dont on saura quelques années plus tard qu'il était payé par la Préfecture de Police.

puis, il reste le danger allemand : il faut des chars et des avions. Qui ne s'inclinerait devant cela ? Surtout pas le PCF (jusqu'au pacte germano-soviétique !).

Mais pourquoi trimer des heures supplémentaires à fabriquer des chars qui seront remis à un État-major qui... demain les utilisera par petits paquets dispersés face aux colonnes de panzers ? Là question ne sera pas posée. Il suffit de faire passer le *souffle républicain* dans l'armée. Pourquoi des heures supplémentaires pour extraire la bauxite qui sera vendue à Mussolini, lequel la revendra à Goering... car la grande aviation allemande dépend encore de la bauxite française ? La question ne sera pas posée.

Et les armes ne servent pas seulement à la ligne bleue des Vosges, mais aussi à maintenir un empire colonial. Le problème des millions d'esclaves coloniaux ne rentrait pas dans le catalogue des « revendications essentielles » de Thorez. Les révolutionnaires algériens avec l'*Étoile Nord-africaine*, qui était organisation sympathisante de la 3ème Internationale, vont en tirer quelques leçons et se replier sur le nationalisme.

Autre « revendication non essentielle », l'aide à la Révolution espagnole. Les choses ont leur logique. S'arrêter en route en juin 1936 signifie ce qui suit : c'est à dire la non intervention en Espagne.

Les wagons de munitions que les militants de Catalogne envoient à travers la France aux camarades du Pays Basque sont bloqués par le gouvernement du Front Populaire. La direction du PCF peut bien dire qu'elle n'a pas voulu cela, ses militants peuvent scander « des avions, des canons pour l'Espagne », à quoi les JS répondent « des avions soviétiques », le résultat est là : non intervention.

Et quelle non intervention ! Dans ses mémoires, l'amiral allemand Reader retrace l'aide apportée à Franco par Hitler. Une flottille allemande navigue vers l'Espagne. Un navire perd une hélice dans l'Atlantique et va se faire réparer à Brest. Bien sur, ce bâtiment va tirer sur les prolétaires, mais avant tout, courtoisie des gens de mer. Reader se félicite de la rapidité avec laquelle l'arsenal de Brest répare son navire. Il se félicite aussi de l'esprit de franche camaraderie avec lequel ses officiers furent reçus par les militaires français de la marine. Oui, oui, ceux pour lesquels il faut faire des heures supplémentaires !

Et tout cela se déroule sous un gouvernement « de gauche ». Contrairement à l'appareil d'État bourgeois ennemi qui possède des hommes d'arme en permanence, le mouvement populaire n'est fort que dans les seuls moments où les masses stoppent le travail et descendent dans la rue. Brisez le mouvement, faites reprendre le chemin morne de l'usine avant que tout soit réglé ... et au nom des revendications essentielles. Que se passe-t-il ? Le vrai pouvoir revient aux « permanents » de la rue, aux policiers et aux militaires de la bourgeoisie.

Moins d'un an après les défilés où, toute honte bue, la SFIO et le PCF criaient : « La police avec nous », ces mêmes policiers tuent à Clichy plusieurs travailleurs qui manifestaient contre un meeting fasciste. Et, attention, le ministre de l'Intérieur est le « socialiste » Max Dormoy....

La suite de l'histoire est toujours instructive, mais ce n'est plus celle de juin 1936. C'est celle d'un Parlement (oui, celui de 1936 !) délivré de la peur du mouvement ouvrier et qui brisera le 30 novembre 1938 une grève générale désespérée et annoncée assez longtemps à l'avance par les Jouhaux et Cie pour que Daladier puisse lancer ses décrets de réquisition. C'est l'histoire des travailleurs espagnols internés à coups de crosses et de matraques dans les camps de Gurs et Argelès. C'est l'histoire d'une bourgeoisie utilisant l'émotion provoquée par le pacte germano-soviétique pour briser le mouvement ouvrier et emprisonner des centaines de militants dont beaucoup seront livrés aux nazis après la débâcle.

Et tout cela s'est déroulé sans nouvelles élections, avec le même Parlement.

Certes, les hommes ont changé. Blum, appuyé par Thorez, a dû céder la place, revenir, repartir. On a vu défiler Reynaud, Daladier et Cie. Mais, répétons-le cent fois : tous, des premiers aux derniers, ont demandé aux travailleurs de faire confiance à ce Parlement. Tous ces hommes furent liés à ce Parlement et lorsqu'ils furent éjectés, pas un ne songea à faire appel aux masses. Leur fidélité allait au parlementarisme bourgeois, même si certains devaient en être relativement victimes.

Depuis ces événements, une légende est née : « Blum a *donné* les congés payés et les 40 heures », « le Front Populaire a *donné* les congés payés et les 40 heures ». Toute une propagande (qui ne peut que plaire à la bourgeoisie) tend à expliquer aux travailleurs *qu'on leur a donné*. Il est important pour les bourgeois, pour

les réformistes, pour les staliniens, de faire croire aux ouvriers qu'une chose est importante, non pas leur force, non pas leur dynamisme, mais le reflet déformé de cette force et de ce dynamisme dans le miroir truqué des élections bourgeoises.

Il faut enlever de la tête des travailleurs que c'est leur action directe qui a payé, car celui qui lutte n'a plus besoin de Dieu, pas plus de César, et remet à leur place modeste les tribuns.

Tous ces bourgeois, réformistes, staliniens, foulent au pied le marxisme et la vérité historique en laissant sournoisement entendre que l'histoire serait celle des rois et des princes. Bien sûr, on passe un coup de pommade à un peuple dont on se garde de détailler les actes. Bien sûr, les rois et les princes sont devenus les grands leaders et les comités électoraux. Mais il s'agit toujours de l'histoire à la manière des écrivains royalistes.

Ces quelques lignes ont tenté de remettre l'histoire sur ses pieds. Il faut cependant éviter un danger : celui qui croirait déduire que l'action directe et spontanée, sans un parti, peut suffire, celui-là se tromperait.

Comme on dit en mathématiques par l'absurde, les partis qui ont trahi ont montré leur importance puisqu'ils ont contribué à briser le mouvement de lutte. Il manquait en 1936 un parti révolutionnaire.

Ce petit texte sera utile s'il donne envie au lecteur de rechercher maintenant les bouquins qui ont analysé dans le détail cette période d'histoire. D'abord les écrits de Trotsky : « Où va la France ? », dont plusieurs pages semblent être rédigées aujourd'hui. Puis « Juin 36 » de Gibelin et Danos et le bouquin de Daniel Guérin. Aussi, bien sûr, tout ce que les directions du PCF et de la SFIO ont pu faire publier; mais c'est maigre et cela se comprend.

A la lecture de ce texte, on pourrait penser que le tournant de la direction de l'internationale Communiste fut pris en 10 minutes. La vérité est plus complexe : Le Front Commun (PC-PS) précéda d'un an le Front Populaire avec les radicaux et on put croire pendant un laps de temps que les directions du mouvement ouvrier suivraient le bon chemin.

Le Front Commun n'était hélas, pour Staline qu'une étape vers l'accord avec la bourgeoisie française. Et les prémisses de cet accord étaient déjà contenues dans ce Front Commun. Blum, moins discret que Thorez, n'a pas caché qu'il ne s'était engagé dans le Front commun qu'à partir du moment où les dirigeants du PCF avaient accepté de renoncer au défaitisme révolutionnaire en cas de guerre. Cela dès le début de 1935.